

# Haut-Karabakh : vie et mort d'une enclave arménienne

**Taline Papazian, Aude Merlin, Sophie Hohmann**

DANS **ESPRIT** 2024/1 (JANVIER-FÉVRIER), PAGES 10 À 14

ÉDITIONS **ÉDITIONS ESPRIT**

ISSN 0014-0759

ISBN 9782372342827

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-esprit-2024-1-page-10.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Esprit.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

À  
PLUSIEURS  
VOIX

# HAUT-KARABAKH : VIE ET MORT D'UNE ENCLAVE ARMÉNIENNE

Taline Papazian, Aude Merlin  
et Sophie Hohmann

« Pendant le blocus, nous avons pris l'habitude de mettre en commun les rations de farine à plusieurs familles et de cuire le pain ensemble. Les derniers mois, il n'y avait presque plus de farine. Bien des jours, nous n'avons eu qu'un simple morceau de pain. Les plus gros, pour les enfants<sup>1</sup>. »

Le 19 septembre 2023, après la mise sous blocus des 120 000 habitants arméniens du Haut-Karabakh (Artsakh en arménien) pendant neuf mois, Bakou lance une offensive militaire contre le territoire résiduel de cet État *de facto*, trois ans après celle de 2020. Vingt-quatre heures de bombardements intensifs scellent le sort de cette région arménienne en Azerbaïdjan.

1 - Arminé, 60 ans, grand-mère d'une famille de dix personnes, de Stepankert, interrogée par Taline Papazian à Erevan, le 30 octobre 2023.

## Chronique d'un nettoyage ethnique annoncé

Les affrontements puis l'explosion d'une citerne font plus de cinq cents morts, des dizaines de portés disparus et plusieurs centaines de blessés côté arménien. L'Azerbaïdjan annonce, quant à lui, deux cent cinquante morts, chiffre probablement en deçà de la réalité. Après une capitulation le 21 septembre et trois jours d'angoisse pour la population de l'Artsakh, le corridor de Latchine, seule route reliant l'enclave à l'Arménie, fermée par Bakou depuis décembre 2022, se réouvre pour laisser fuir la population. La « route de la vie » se transforme en couloir de l'exode. Une dizaine d'anciens représentants du Haut-Karabakh, arrêtés par les forces de sécurité azerbaïdjanaïses, rejoignent, dans les prisons de Bakou, plusieurs dizaines d'otages détenus au fil des opérations militaires des années précédentes contre l'Arménie.

Au terme de quatre guerres de durée et d'intensité variables (1988-1994 ; 2016 ; 2020 ; 2023), une page importante de l'histoire de ce conflit vieux de plus de cent ans se tourne. Pour la première fois depuis vingt-cinq siècles, il n'y a plus de présence arménienne en Artsakh : un des berceaux de la civilisation arménienne, en particulier religieuse, architecturale et scripturale, n'est plus.

Ce nettoyage ethnique s'inscrit dans une histoire longue de mouvements violents de populations. En réponse aux manifestations qui, à Stepanakert comme à Erevan, demandaient « l'unification » du Haut-Karabakh à la République soviétique d'Arménie, le pogrom contre les Arméniens de Soumgait, fin février 1988, a précipité le départ des Arméniens d'Azerbaïdjan. Deux exodes croisés se produisent entre 1988 et 1994, conduisant à une mono-ethnisation des territoires. Dans un premier temps, les communautés arméniennes d'Azerbaïdjan et azéries d'Arménie rejoignent la république de leur nationalité. Suivront les exodes croisés des populations vivant au sein de la région autonome du Haut-Karabakh ou à proximité immédiate, en particulier face à l'avancée des troupes arméniennes dans les régions adjacentes au Haut-Karabakh en 1993, d'où fuient les Azéris. Au total, on compte 413 000 Arméniens et 724 000 Azéris déplacés de force durant cette période.

---

**Ce nettoyage ethnique  
s'inscrit dans une histoire  
longue de mouvements  
violents de populations.**

---

## **Responsabilités passées et présentes**

Pourquoi le recours à la violence a-t-il pris le pas sur les efforts diplomatiques ? Cette accélération de l'automne 2023 atteste d'un échec patent de ces derniers, déployés à travers sept propositions de plan de paix, entre le cessez-le-feu de 1994 et la « guerre des Quarante-Quatre Jours » de 2020, sous les auspices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe *via* son groupe de Minsk, coprésidé par la Russie, les États-Unis et la France. La contradiction entre l'ambition de Bakou de récupérer les régions adjacentes et de prendre le contrôle du Haut-Karabakh, et les impératifs de sécurité pour la partie arménienne mettait dos à dos deux principes de droit international : la souveraineté des États et leur intégrité territoriale, d'une part, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, d'autre part. Cet antagonisme ne suffit pas à expliquer l'échec des négociations. Trois mois après le cessez-le-feu de 1994, le « contrat du siècle » est signé à Bakou, réunissant plus d'une dizaine de multinationales spécialisées dans l'extraction et l'exportation d'hydrocarbures. Fort de sa manne pétrolière, l'Azerbaïdjan mise sur des achats massifs d'armements modernes et prépare sa vengeance, tandis que la

partie arménienne, après 1998, s'enlise dans le bénéfice à court terme du *statu quo*.

En 1996, un consensus international se dégage en faveur d'une résolution dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Alors que le Haut-Karabakh est signataire du cessez-le-feu, l'Azerbaïdjan refuse la participation de ses représentants aux négociations. Dans l'examen des volontés politiques – ou leur absence –, il nous semble important de rappeler la réelle propension au compromis du premier président arménien Levon Ter-Petrossian en 1997. Sa chute et son remplacement par Robert Kotcharian, ancien président du Haut-Karabakh, marquent une bascule dans la position arménienne, ainsi que dans le format des négociations. Le conflit est redéfini en conflit territorial entre deux États. En 1998, l'Azerbaïdjan refuse la proposition d'État commun visant à établir des relations horizontales entre le Haut-Karabakh et Bakou au sein de son territoire. Les négociations de Key West en 2001, qui avaient suscité un nouvel espoir, sont désavouées par les deux parties. Tandis que les concessions semblent trop importantes à l'Azerbaïdjan, en Arménie, la possibilité de céder une jonction aux contours incertains à la frontière avec l'Iran est très mal perçue. Les deux décennies suivantes se caractérisent par l'élaboration de

trois nouveaux plans, dont aucun cependant n'aboutit<sup>2</sup>.

À Erevan, le *statu quo* offre une rente de situation dont les partis au pouvoir entre 1998 et 2018 abusent. Ni l'Azerbaïdjan, qui a le temps pour lui, ni la Russie, qui s'est instituée arbitre et tire parti de l'antagonisme entre les deux États pour maintenir sa domination sur le Caucase du Sud, n'ont intérêt à trouver une solution. Le président Serge Sarkissian, lui aussi issu du Haut-Karabakh et qui succède à Robert Kotcharian en 2008, a conscience de la nécessité d'un compromis après la « guerre de Quatre Jours » de 2016 sans avoir le courage d'agir de manière décisive. En 2018, lassé de la corruption endémique et de l'immobilisme du pouvoir, un mouvement de désobéissance civile unit le pays dans une « révolution de velours » qui aboutit à un changement de pouvoir pacifique. Contrairement à ses prédécesseurs, le nouveau Premier ministre Nikol Pachinian ne connaît pas le dossier du Haut-Karabakh. Sa priorité est la lutte contre la corruption et l'établissement d'un État de droit. Après une phase initiale d'ouverture, lors de laquelle il parle de préparer les populations arménienne et azerbaïdjanaise

2 - Ceux-ci s'appuient sur les principes dits de Madrid, publiés par le journaliste Tatul Hakobyan sur le site de l'Armenian Research Center, le 11 avril 2016.

à la paix *via* un compromis acceptable pour tous, il se débride dangereusement pour donner des gages aux partis de l'ancien régime qui cherchent à le déstabiliser et à revenir au pouvoir.

### **Après l'annihilation du Haut-Karabakh, la guerre contre l'Arménie ?**

En Azerbaïdjan, le conflit non résolu représente à la fois une contrainte et une ressource : le président Ilham Aliyev, qui a succédé à son père en 2003, s'est investi de la mission de laver l'affront subi en 1993, tout en utilisant ce contentieux comme un puissant carburant. Au fil des décennies, le patriotisme érigé en règle prend la forme d'une xénophobie institutionnalisée contre l'Arménien. Depuis la guerre des Quarante-Quatre Jours de 2020, qui a conduit à la reprise par Bakou des territoires adjacents et d'une partie de l'ancienne région autonome (Hadrout et Choucha/Chouchi, notamment), l'Azerbaïdjan associe diplomatie active, discours belliqueux et harcèlement militaire de l'Arménie. La stratégie du grignotage oblitère un processus de délimitation pacifique des frontières<sup>3</sup>. Les incursions successives de 2021, 2022 et

2023 aboutissent à l'occupation de plus de deux cents kilomètres carrés du territoire arménien en différents points stratégiques de sa frontière avec l'Azerbaïdjan. Bakou poursuit trois objectifs : ouvrir un corridor dit « du Zanguezour », par le sud de l'Arménie, qui lui donnerait accès à son exclave du Nakhitchevan, à l'ouest ; récupérer des villages, situés en Arménie, qui étaient peuplés d'Azéris jusqu'en 1990 ; y réinstaller ces populations ou leurs ayants droit. L'utilisation de l'expression « Azerbaïdjan occidental » pour désigner ces territoires et au-delà, une partie variable mais étendue de l'Arménie, allant parfois jusqu'à sa capitale, parle d'elle-même : la menace est lourde. Près de la frontière avec l'Azerbaïdjan, l'inquiétude de la population arménienne est palpable : « *Chaque matin, je me réveille et je commence par regarder les nouvelles. Est-ce qu'une attaque a eu lieu cette nuit ou pas ? Est-ce que la guerre a commencé ce matin ou pas ? Si rien n'a commencé, alors seulement je démarre ma journée* », explique Anouch, 50 ans, à Dilijan<sup>4</sup>. Pour cette épouse de militaire, instructeur d'un groupe de volontaires civils depuis 2020, la vigilance est impérative.

3 - Laurence Broers, "Augmented Azerbaijan? The return of Azerbaijani irredentism" [en ligne], *Eurasianet*, 5 août 2021.

4 - Interview conduite par Taline Papazian, le 3 novembre 2023, à Dilijan.

Le déséquilibre du rapport de force entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur un plan militaire (dans les années 2010, le budget militaire azerbaïdjanais équivalait, à lui seul, au budget national arménien), conjugué à l'intérêt du pétrole et du gaz azerbaïdjanais pour de nombreux États européens et à l'irruption de la Turquie comme soutien explicite à l'Azerbaïdjan depuis la guerre de 2020, constitue une menace pour l'Arménie, lâchée militairement par la Russie dès 2021. Le Kremlin n'abhorre rien tant que les révolutions de velours, surtout quand elles renversent ses protégés dans son étranger proche. Parallèlement, le durcissement des autoritarismes azerbaïdjanais et russe joue à plein dans un effet de miroir, où la violence devient un moyen de gouvernance. En témoigne la prise de possession toute personnelle du Haut-Karabakh par le président azerbaïdjanais le 15 octobre 2023, au cours d'une cérémonie où, dans un Stepanakert fantôme, Aliyev a conquis le siège des représentants de la république non reconnue et en a foulé le drapeau.

---

### **Taline Papazian**

Politiste, enseignante à Sciences Po (Aix-en-Provence) et à l'École de l'air, directrice de l'association Armenia Peace Initiative, elle a notamment publié *L'Arménie à*

*l'épreuve du feu. Forger l'État à travers la guerre* (Karthala, 2016).

---

### **Aude Merlin**

Politiste, professeure à l'Université libre de Bruxelles, elle a notamment publié « Au cœur ou à la marge ? Les combattants et l'État abkhaze : de l'engagement armé à la légitimation symbolique » (*Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 1, n° 1, mars 2021).

---

### **Sophie Hohmann**

Sociologue, maîtresse de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales, elle a notamment publié « Violence domestique dans le Caucase du Sud. Les exemples de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan » (*Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 46, n° 2, juin 2015).